Des centres d'innovation pour débrider les investissements

Un véritable coup de fouet en perspective pour l'agro-industrie. Après le contrat-programme signé en avril dernier, le département de l'Agriculture planche sur des projets de centres d'innovation exclusivement dédiés au secteur. L'objectif est de booster la valeur ajoutée de l'activité et consolider sa compétitivité.

ouveau virage pour le développement du secteur de l'agro-industrie au Maroc. Après le contrat-programme (2017-2021) signé entre la profession et l'État en avril dernier, le département de l'Agriculture planche sur des projets de centres d'innovation dédiés au secteur. Il doit commanditer, début août prochain, l'étude de mise en place et d'appui au développement de ces plateformes. Selon les services de Aziz Akhannouch, l'objectif est de promouvoir le développement du maillon agro-industriel et la croissance de sa valeur ajoutée. Concrètement, les centres en projet auront pour mission d'accompagner les opérateurs du secteur dans leurs projets de développement et d'innovation et les aider à saisir les opportunités de marché à travers des prestations de services de différentes natures : managérial technique, appui à l'accès au marché, etc. «Il existe aujourd'hui une diversité d'acteurs publics ou privés voués à appuyer le développement de l'agro-industrie, avec toutefois un faible impact. La plupart des acteurs de l'innovation restent aujourd'hui orientés vers la R&D à l'amont agricole et ont développé peu de liens avec le monde des entreprises», constate le département de l'Agriculture. Ce dernier relève que certaines filières ont pu se doter de centres techniques opérant avec de bons résultats tandis que d'autres ont été confrontées à des difficultés liées à la soutenabilité du modèle de financement et l'inadéquation de l'offre de services à la demande des opérateurs. Il n'existe donc pas de structures d'appui destinées spécifiquement à l'agro-industrie. Les consultations menées auprès d'un certain nombre d'acteurs ont permis d'identifier toute une série d'obstacles qui freinent le développement du secteur. En effet, dans un grand nombre de filières, les entreprises rencontrent en premier lieu des difficultés à affronter la concurrence des opérateurs de l'informel



L'agro-industrie pèse actuellement 100 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, soit 27% de la production industrielle totale.

comme c'est le cas du marché de l'huile d'olive. Les sociétés les plus petites et potentiellement les plus innovantes font quant à elles face à des défis technologiques et commerciaux pour lesquels elles sont peu ou mal préparées. Par ailleurs, le cadre incitatif d'appui au secteur serait en décalage par rapport au profil d'investissement et à la taille des entreprises constituées majoritairement de PME. L'agro-industrie a engrangé une croissance importante sur la dernière décennie, soit 6% en moyenne annuelle entre 2002 et 2013. Toutefois, le PIB de l'activité a évolué moins vite que celui du secteur agricole. En plus, près de 40% des revenus générés par les entreprises agro-industrielles portent sur la transformation de produits importés plutôt que sur la valorisation de la production agricole locale. Comparée à d'autres secteurs, l'agro-industrie souffre d'un sous-investissement avec un volume annuel stagnant autour de 3,5 et 3.8 milliards de dirhams depuis 2010. Il fait également les frais d'une faible dynamique de création de nouvelles entreprises. Le sous-investissement concerne en particulier les structures de petite et movenne taille. Le secteur pèse actuellement 100 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, soit 27% de la production industrielle totale. Il génère une valeur ajoutée de plus de 20 milliards de DH, soit 30% du PIB industriel national. L'industrie agroalimentaire capte 19% des investissements industriels et compte 2.048 entreprises, soit 27% de l'ensemble des unités industrielles que compte le pays. Il emploie près du quart de l'effectif industriel global, soit 140.000 personnes.

Comparée à d'autres secteurs, l'agroindustrie souffre d'un sous-investissement avec un volume annuel stagnant autour de 3,5 et 3,8 milliards de dirhams depuis 2010.